

Baptiste Giraud
CRPS, Université Paris I

Les Motivé-e-s de Toulouse à la frontière de la politique¹

Cahiers du Grip, 1, 2005, p. 32-40, www.grip.free.fr/cahiers/1/giraudcg1.pdf

Constituée pour les élections municipales de mars 2001 à l'initiative des musiciens de Zebda et de leur association socioculturelle du Tactikollectif, la liste des Motivé-e-s de Toulouse, a focalisé l'intérêt médiatique. Tantôt baptisée comme un OPNI, tantôt comme une liste « citoyenne », elle a été célébrée comme l'avènement d'une nouvelle forme d'engagement politique, qui ne serait en définitive qu'un signe supplémentaire d'une crise de la politique, que l'on nous présente aujourd'hui sous le sceau de l'évidence². Or, dans la mesure où la détermination du politique n'est qu'affaire de rapports de force³, on oublie généralement que l'intérêt scientifique n'est pas tant de vouloir absolument démontrer que les faits liés à la politique changent mais de comprendre dans quelles conditions et de quelle manière certains agents sociaux cherchent à les changer. Le cœur de l'analyse a donc consisté à saisir les conditions de possibilité d'émergence et d'existence d'une mobilisation politique qui prétend contester les logiques de fonctionnement du champ politique, et de nous interroger ce faisant sur la réalité de cette entreprise de subversion.

A travers cette perspective, l'enjeu est de montrer en quoi les revendications et les formes de militantisme qui caractérisent les Motivé-e-s ne peuvent se comprendre que si l'on tient compte à la fois de la trajectoire des acteurs qui les prédisposent à adopter un système particulier de croyances et de pratiques, et de leur confrontation aux contraintes spécifiques qu'exerce sur eux le champ politique dans lequel ils prennent position.

LES MODALITES DE PRODUCTION D'UN ETHOS MILITANT CONTESTATAIRE

C'est dans le long parcours militant associatif et musical des membres fondateurs des Motivé-e-s qu'il convient de chercher les principes générateurs de leur investissement dans le jeu politique et de leur prétention à « faire de la politique autrement ». A partir du début des années 80, alors qu'ils sont adolescents, les fondateurs de Zebda s'investissent dans l'association Vitécric de leur quartier animée par des travailleurs sociaux qui proposent différentes activités culturelles (vidéo,

¹ Ce texte contribution est une synthèse de mémoire de DEA soutenu en septembre 2002 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sous la direction de M. Offerlé.

² Perrineau Pascal (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Presses de la FNSP, 1993 ; Ion Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 1997 ; Mouvements, « Crise de la politique et nouveaux militants », mars-avril 1999, n°3, *Revue Française de Sciences Politiques* ; « Devenirs militants », n°1-2, février-avril 2001,

³ Leca Jean, « Le repérage du politique », *Projet*, n°71, 1973, p 11-24

écriture, musique...). L'objectif proclamé des travailleurs sociaux est de lutter contre l'exclusion sociale et politique de ces jeunes issus de l'immigration en leur permettant de s'appropriier ces pratiques artistiques pour accéder à une forme d'expression publique originale sur un mode de résistance à la domination culturelle et politique. L'intervention des travailleurs sociaux s'avère d'autant plus décisive dans le contexte du « mouvement des beurs », expérience déterminante dans la dynamique de politisation de leur engagement associatif. En particulier, ils participent au mouvement « convergence 84 », qui se démarque du seul discours antiraciste pour intégrer la question de la seconde génération dans une lutte plus générale en faveur de l'accès de tous aux droits politiques et de la conquête d'une « nouvelle citoyenneté ». Celle-ci repose d'une part sur la volonté de faire du local le niveau privilégié de l'engagement dans l'espace public pour promouvoir une citoyenneté qui ne soit plus simplement représentative, mais fondée sur la participation permanente de tous les habitants à l'élaboration comme à la gestion affaires locales. D'autre part, sur fond de contestation des orientations des organisations anti-racistes nationales (SOS Racisme) et des organisations politiques qui les soutiennent (notamment le PS), leur mobilisation s'ancre dans la volonté de promouvoir une expression politique autonome des acteurs de la « société civile », indépendamment des partis politiques.

C'est autour de cette double dimension que s'inscrit désormais l'action de Vitécri et que s'enracinent les relations éminemment conflictuelles qu'ils entretiennent avec les différents acteurs institutionnels de la politique de la ville. Ils refusent en effet de se limiter à un simple rôle de médiateur entre les habitants et les institutions locales et entendent faire du cadre associatif un support à la participation concrète des habitants aux politiques publiques locales et à l'exercice de leur contrôle sur les acteurs institutionnels (multiplication des débats publics, associer étroitement les habitants à la conception même et à la réalisation des projets à mener dans les quartiers). En 1997, Vitécri renonce définitivement aux financements publics et aux activités classiques d'animation socioculturelles pour fonder le Takticollectif qui, grâce au succès commercial du disque « Motivés ! » leur permet de se doter d'une structure autonome de diffusion et de production de projets artistiques et militants.

LA POLITISATION D'UNE DEMARCHE ARTISTIQUE

Par ailleurs, l'action associative menée par ces acteurs est indissociable des activités du groupe musical Zebda qu'elle contribue à façonner. En effet, ce dernier se distingue par le recours à des stratégies d'innovation musicale qui consacre sa singularité sur le mode d'une remise en cause des logiques de fonctionnement et des frontières des espaces musicaux et politiques qu'ils investissent, en cherchant à faire de l'engagement politique une forme légitime de création artistique, et réciproquement de la pratique musicale un mode légitime d'expression politique. Zebda repose ainsi tout d'abord sur son rejet proclamé de la logique de « l'art pour l'art », c'est-à-dire des conventions esthétiques dominantes qui fondent l'autonomie

du champ musical par rapport aux autres activités sociales⁴. Au contraire, ses membres font de l'engagement politique le principe légitime, fondateur et exclusif de leur démarche artistique, en la construisant et en la revendiquant comme une manière originale de faire entendre efficacement leurs revendications. La pratique artistique des Zebda s'articule ainsi autour d'une conception de l'action artistique, considérée à la fois comme l'aboutissement d'un engagement politique préexistant, et comme une manière de lui donner une forme qui permette de se faire entendre efficacement.

En premier lieu, la prise de parole artistique est utilisée pour témoigner de la situation sociale des jeunes issus de l'immigration en s'en faisant les porte-parole : l'expérience de la vie dans les quartiers, la lutte contre la discrimination par l'origine culturelle sont les thèmes qui dominent leurs compositions. Mais, surtout, le groupe se caractérise, à partir d'une orchestration et d'arrangements sonores traditionnels du rock, par l'invention d'un langage musical singulier, par l'agencement hétéroclite d'instruments, de mélodies et techniques musicales ainsi que de thématiques empruntés à une diversité de genres musicaux (musique traditionnelle, rap, reaggae...).

L'invention d'un style musical singulier repose, en premier lieu, sur la volonté de remettre en question un ordre qui n'est pas seulement artistique, mais aussi politique. Il s'agit ainsi d'affirmer leur capacité de création artistique originale pour s'affranchir d'une stigmatisation tant sociale que musicale. D'autre part, valoriser une musique métissée s'inscrit dans une revendication plus large qui porte sur la reconnaissance de la pluralité des cultures qu'ils prêtent à la société française, et à travers laquelle ils se définissent, ce qui leur permet d'affirmer tout à la fois leur citoyenneté française et leurs origines maghrébines. La pratique artistique des Zebda apparaît donc comme un catalyseur de leur engagement associatif pour être reconnus comme des citoyens à part entière.

De façon plus générale, le groupe toulousain développe une conception de la création musicale, considérée comme une manière de valoriser et de promouvoir l'engagement politique, mais sous une forme innovante, conviviale et festive, censée mobiliser plus efficacement les individus : il ne s'agit pas tant de produire des œuvres et des manifestations artistiques dans une perspective strictement musicale, mais bien davantage de créer des modes d'intervention dans l'espace public destinés à favoriser l'implication des individus dans l'organisation de projets collectifs dans la cité et à constituer un espace de revendication et d'investissement politique alternatif. Pour Zebda, construire un registre d'intervention politique passant par d'autres lieux et d'autres formes que les modes d'action politique institués prend le sens d'une rupture avec la représentation dominante de la politique comme champ d'activités spécialisées. Elle contribue à proposer au contraire une conception désacralisée de la politique, envisagée comme un registre d'action ordinaire, susceptible d'être approprié par tous. C'est cet idéal d'une citoyenneté partagée, active et festive que traduit le terme Motivés.

⁴ Bourdieu Pierre, *Les Règles de l'art*, Seuil, 1992

LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE DE LA MOBILISATION

L'émergence de l'organisation des Motivé-e-s n'est pas pour autant le produit mécanique de ces dispositions militantes. Elle tient aussi à l'accumulation des ressources financières et médiatiques qu'offrent les activités musicales de Zebda à ses membres, qui peuvent alors envisager d'accéder au marché politique de façon autonome. Par ailleurs, grâce aux activités militantes du Tactikollectif, ces acteurs ont réussi à se constituer un réseau important de connaissances et de soutien dans le champ associatif et syndical local, particulièrement dense à Toulouse. C'est en son sein que le Tactikollectif parvient alors à recruter les militants qui constitueront le noyau dur de la liste. Pour cela, ils élaborent, à partir de leur propre expérience militante, un cadre d'action collective qui permet de lier idéologiquement ces différents acteurs en s'employant à reproblématiser et à unifier les revendications diverses de ces organisations autour d'un enjeu commun : la quête d'une démocratie participative par un renouveau des modes d'engagement dans l'espace public, en dehors des organisations partisans et des logiques électorales.

En effet, par-delà l'hétérogénéité de leurs champs d'actions, une très grande majorité de ces militants appartient à des organisations labellisées comme des « nouveaux mouvements sociaux » (DAL, ATTAC, SUD, Groupe des Dix, AC !...). Ces derniers se sont imposées dans l'ordre des représentations comme des modes d'action collective en rupture avec les phénomènes de centralisation, de délégation et de bureaucratisation auxquelles sont associées les formes traditionnelles de militantisme syndical ou partisan, dont le monopole sur l'exercice de la représentation politique priverait alors les citoyens de toute possibilité d'intervention réelle dans l'espace politique. Au contraire, ces militants prétendent valoriser des formes de politisation plus souples, sur le modèle associatif, supposé plus respectueux de l'autonomie et de la responsabilisation de l'individu. C'est donc bien la prétention à rénover les pratiques politiques qui contribue à mobiliser et unifier ces acteurs dans Motivé-e-s. Et réciproquement, la restitution des spécificités des principes générateurs du parcours de ces militants permet d'expliquer la forme que prend cette organisation, puisque leur objectif est de réinvestir leurs propres conceptions et pratiques militantes dans l'espace de la compétition électorale.

LA CONSTRUCTION DE L'ALTERITE

La construction de cette entreprise politique et les conditions de son développement ne peuvent cependant pas être seulement ramenées aux seules dispositions de ses acteurs. Elles doivent être également rapportées à la confrontation de cette éthique militante à la logique de fonctionnement du champ politique. Tout d'abord, l'action de ces entrepreneurs politiques est fondamentalement liée à leur

position de nouvel entrant dans le jeu politique, et particulièrement à la nécessité de produire un nouveau principe de division du champ politique qui serve de fondement à l'expression du groupe dans la compétition politique. Dans cette perspective, la stratégie des Motivé-e-s repose en premier lieu sur la dénonciation récurrente d'un monde politique professionnalisé, qui serait uniquement mu et préoccupé par la gestion de ses intérêts particuliers, et nourrirait ce faisant le processus d'exclusion des profanes de l'espace politique. Cette opposition constante aux acteurs politiques institués s'exprime particulièrement dans le travail de présentation de soi des Motivé-e-s qui cherchent à se mettre en scène comme de simples citoyens se livrant à des activités politiques, en déniaient toute forme de distinction possible entre eux et la « base » des citoyens qu'ils prétendent, non pas représenter, mais être. A travers l'affirmation de leur proximité sociale candidats avec la population, toute l'efficacité politique du discours des Motivé-e-s tient alors à sa capacité à substituer aux clivages partisans traditionnels un nouveau clivage entre professionnels et profanes de la politique, puisqu'ils refusent d'être considérés comme des acteurs politiques et prétendent incarner l'irruption des non spécialistes de la politique dans le champ politique. Ils parviennent ainsi à faire exister le groupe des « citoyens » auquel ils s'identifient, en se démarquant des entreprises partisanes instituées et à s'emparer d'un enjeu : la réappropriation de la politique par les citoyens. Cette stratégie de positionnement fonde la prétention des Motivé-e-s à participer au jeu politique tout en refusant les règles, c'est-à-dire à rester à la frontière de la politique, pour la faire évoluer et imposer une nouvelle conception légitime de la politique et de la manière d'en faire.

La sanction de la différence dont ils se réclament suppose alors la mise en œuvre de répertoires d'action à travers lesquels ils tentent de se faire reconnaître comme une voie originale à une démocratie participative. De ce point de vue, le recours au tirage au sort pour élaborer la liste représente une véritable mise en scène de leur idéal démocratique. Cette technique de désignation tend à consacrer l'égalité de tous les candidats, l'absence de marchandage et le refus de toute personnalisation, au profit d'une démarche collective dont l'unique raison d'être serait de promouvoir l'intervention des citoyens dans le champ politique. La valorisation de la variété des engagements associatifs et syndicaux des candidats vise par ailleurs à cristalliser la prétention des Motivé-e-s à incarner la représentation et l'expression monopolistique de la « société civile » toulousaine, face aux autres listes partisanes en présence. D'autre part, tout en affirmant se désintéresser de la conquête du pouvoir, ils emploient des dispositifs de campagne originaux, censés créer les conditions d'une intervention directe des citoyens dans le cours de la campagne électorale, dont ils ont fait le principe justificateur de leur entrée dans la compétition politique. Par l'organisation de différents concerts, de repas de quartiers, ils réinvestissent notamment, ils privilégient un registre d'action festif et convivial grâce au savoir-faire du Tactikollectif. Mais, surtout, les Motivé-e-s prétendent entrer en campagne sans programme préétabli pour l'élaborer au contraire collectivement avec les habitants à travers la mise en place de cinq commissions thématiques ouvertes à tous.

LA PREGNANCE DE PRATIQUES ET DE LOGIQUES POLITIQUES DOMINANTES

Pourtant, l'affluence à ces réunions reste modeste et regroupe essentiellement une fraction réduite d'acteurs associatifs très politisés. Cette situation s'explique en grande partie par l'effet d'imposition de problématiques, liées essentiellement aux préoccupations des militants engagés dans Motivé-e-s, ce qui favorise la mobilisation de personnes s'intéressant déjà à ce type de questions, disposant d'opinions constituées à leur sujet et relativement proches les unes des autres sur le sujet. En revanche, la complexité des débats contribue à tenir à l'écart des personnes dépourvues des ressources et des compétences proprement politiques nécessaires à l'appropriation de ces enjeux et des cadres cognitifs et pratiques qui structurent ces débats. Il existe donc un décalage permanent entre la représentation que les Motivé-e-s donnent de leur mouvement et la réalité sociologique des personnes qu'ils parviennent réellement à mobiliser. En définitive, l'efficacité principale de ce dispositif d'élaboration du programme n'est pas tant de donner la parole aux « citoyens » mais de mettre en position les Motivé-e-s de pouvoir revendiquer leur parole comme parole de la société et non comme parole d'une organisation politique, et ainsi de s'imposer comme un « contre pouvoir citoyen » face aux organisations politiques.

Au-delà, l'analyse des modes de fonctionnement des Motivé-e-s amène à souligner tout ce que cette entreprise politique comporte de reproduction des pratiques politiques dominantes et des mécanismes d'exclusion des profanes qu'elle dénonce. La composition du mouvement reste par exemple conforme aux logiques habituelles du recrutement politique, avec une surreprésentation des groupes socialement privilégiés, et une incapacité à mobiliser efficacement au-delà des personnes déjà politisées. D'autre part, contrairement à l'idéal démocratique affiché, les Motivé-e-s opèrent bel et bien une sélection pour affecter les douze premières positions de la liste, les seules potentiellement éligibles, aux militants fondateurs de la liste. L'enjeu est ainsi de s'assurer de disposer d'acteurs qui, grâce à leurs compétences leur savoir-faire politiques et leur notoriété locale, seront capables de conduire efficacement l'action du groupe et de garantir la crédibilité et la visibilité de la liste dans la compétition électorale. Cependant, le maintien de cette hiérarchie militante contribue à reproduire l'exclusion des véritables profanes de la politique qui, non seulement sont très minoritaires en nombre, mais occupent de surcroît des positions très subalternes dans l'organisation.

Cette conformation à la logique du champ politique se traduit également par le choix d'une stratégie de mise en forme de leur campagne électorale adaptée expressément aux besoins et aux attentes des médias. En effet, le recours à des modes d'action non routinisés et festifs est une manière de produire des événements spectaculaires et originaux particulièrement susceptibles de retenir l'attention des médias et de produire une image valorisante du groupe. De même, l'intronisation, de facto, de Salah, Moustapha Amokrane et Magyd Cherfi comme les véritables portes paroles des Motivé-e-s leur permet d'optimiser le rendement de leur capital

médiatique, mais les engage dans logique de personnalisation extrême du mouvement en contradiction avec leurs aspirations proclamées.

Après l'échéance électorale, la volonté de mener une action innovante durable au cœur des institutions municipales résiste d'autant plus difficilement à une adaptation rapide aux contraintes régissant leur fonctionnement. Tout d'abord, pour pouvoir espérer obtenir des élus, les Motivé-e-s ont dû fusionner avec la liste de la « gauche plurielle » et des Verts, ce qui constitue un compromis évident avec leur ambition à exister indépendamment des organisations partisans. Cette décision est alors justifiée par leur volonté de redéfinir le rôle traditionnel de gestion des affaires de la cité dévolu aux élus. Refusant d'agir en se substituant à la population, ils entendent au contraire se limiter à un simple rôle de médiateurs des préoccupations et des revendications des habitants. En s'érigeant ainsi en un contre pouvoir distinct des acteurs politiques institutionnels, ils prétendent créer les conditions d'expression et d'intervention des « citoyens » au sein même de l'assemblée municipale (« le troisième tour »). A cette fin, les Motivé-e-s mettent en place des dispositifs d'encadrement du travail de leurs élus, destinés à maintenir un lien permanent entre les élus, l'organisation et la population. En particulier, ils se dotent de commissions de travail, ouvertes à tous, et chargées de préparer collectivement toutes les interventions et les votes des élus, et ils sollicitent constamment les associations pour les impliquer dans ce travail préparatoire.

Mais les modes de fonctionnement de l'assemblée représentative rendent très difficiles la mise en pratique de ce rôle de médiateur. Face au nombre et à la complexité des dossiers à traiter et à la brièveté des délais dont ils disposent pour le faire, les Motivé-e-s ont dû se résoudre à engager un collaborateur d'élus. Concrètement, ce dernier assure à lui seul l'essentiel de leur travail et les élus se trouvent dans la position de décider eux-mêmes de la majorité de leurs votes, alors que seuls de rares dossiers font l'objet d'une prise en charge collective. Mais, même en ce qui les concerne, leur complexité et l'importance de l'investissement que requiert leur préparation ne permettent qu'à un nombre restreint de militants de s'impliquer réellement dans le travail des commissions. Enfin, les Motivé-e-s se heurtent à une profonde méfiance des acteurs associatifs qui, à travers leur position d'élus, les perçoivent comme des acteurs politiques comme les autres, pris par les jeux et les enjeux de « récupération » du champ politique... En définitive, on retrouve un fonctionnement très proche de ce que l'on peut connaître dans les autres organisations politiques, caractérisé par une dynamique de rationalisation, de division et de spécialisation du travail politique, qui les engage ainsi dans un processus de différenciation du rôle et du travail des élus du reste des acteurs sociaux.

Ces difficultés constantes dans la mise en pratique de la singularité politique revendiquée des Motivé-e-s apparaissent également dans leur fonctionnement interne. Ils se sont en effet dotés de statuts traduisant la volonté de réaliser leur idéal démocratique au sein même de leur organisation : l'assemblée générale des adhérents, dont les travaux doivent être préparés par de multiples commissions spécialisées, est désignée comme l'instance souveraine ; le collectif d'animation (CA)

n'est habilité qu'à en exécuter les résolutions, tandis que le consensus est érigé comme le mode de délibération et de décision privilégié. Toutefois, ces dispositifs se révèlent impuissants à empêcher la constitution d'une oligarchie militante contrôlant l'animation concrète de l'organisation. En effet, la multiplication des structures et des réunions contribue à décourager et à épuiser les adhérents les moins politisés au profit des militants les plus aguerris, plus disponibles et plus enclins à accepter un tel investissement personnel dans les différentes instances. En outre, la complexité des structures et la dilution des lieux de décision qu'elle implique deviennent un sérieux obstacle à une mise en œuvre rapide et concrète de l'action du groupement. La recherche d'une plus grande efficacité conduit alors les membres du collectif d'animation à contourner nombre des dispositions statutaires pour s'arroger un pouvoir décisionnel prépondérant dans l'animation quotidienne de l'organisation comme dans l'impulsion de ses orientations stratégiques. En particulier, le souci de pérenniser leur action sur le marché politique les contraint à adopter des registres d'action traditionnels des acteurs politiques qui garantissent la visibilité de leur groupe. Parmi d'autres, leur choix de participer aux élections législatives et la manière dont ils le font, à travers l'élaboration d'un programme défini et l'investiture de Salah Amokrane, illustre cet irrésistible processus de normalisation de leur démarche. L'enjeu de cette candidature n'est en effet plus tant de renouveler les pratiques politiques et de favoriser la participation des citoyens, que d'agir et de se maintenir dans le champ de la politique partisane, par le truchement d'un positionnement concurrentiel ordinaire, à travers la captation de thèmes et la désignation d'un porte parole censés optimiser leur visibilité et leurs profits électoraux.

Au terme de cette analyse, il apparaît ainsi que le groupe des Motivé-e-s ne peut exister que dans une tension constante entre la gestion de son principe fondateur qui le légitime, « faire de la politique autrement », et la nécessité de s'adapter aux règles qui sont au fondement de la compétition politique. A trop porter l'attention sur la présumée nouveauté de cette entreprise politique, on en oublie qu'elle ne peut se saisir que comme le produit d'une relation dialectique entre ce que les Motivé-e-s font du champ politique, et ce que le champ politique fait aux Motivé-e-s. En d'autres termes, elle constitue une tentative de transformation du champ politique, dont les modalités sont cependant contraintes et façonnées par les logiques mêmes qu'elle prétend contester. En définitive, il convient de ne pas envisager ce type de mobilisation comme une simple rupture ou négation du champ politique, mais plutôt de chercher à comprendre comment elles parviennent à se positionner à sa frontière, en se réappropriant les répertoires d'action disponibles dans la compétition politique, tout en les transformant pour tenter d'en imposer des pratiques et des conceptions alternatives.

Bibliographie indicative

- Blondiaux Loïc et alii. (dir.), *La démocratie locale Représentation, participation et espace public*, PUF, 1999
- Bourdieu Pierre, « La représentation politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, p 3-21
- Bourdieu Pierre, 1992, *Les Règles de l'art*, Paris, Seuil.
- Champagne Patrick, *Faire l'opinion*, Ed. de Minuit, 1990
- Darras Eric (dir.), *La politique ailleurs*, PUF, 1998
- Darré Alain, 1996, « Pratiques musicales et enjeux de pouvoir », in Darré Alain (dir.), *Musique et politique*, Rennes, PUR.
- Eyerman Ron, Jamison Andrew, *Music and social movements*, Cambridge University Press, 1998
- Fillieule Olivier, 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, pp. 199-213
- François Bastien, Neveu Erik, *Espaces publics mosaïques*, Presses Universitaires de Rennes
- Gaxie Daniel, « Les logiques du recrutement politique », *Revue Française de Sciences Politiques*, n°1, 1980, p 5-45
- Gaxie Daniel, Lehingue Patrick, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, PUF, 1984
- Guionnet Christine, « Les listes d'extrême gauche et le discours de « la politique autrement » », Communication à la journée d'études du CRAPS, *La mobilisation électorale municipale : permanences et mutations*, janvier 2002
- Jazouli Adil, *L'action collective des jeunes Maghrébins de France*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1986
- Leca Jean, « Le repérage du politique », in *Projet*, n° 71, 1973, p 11-24
- Mouvements*, « Crise de la politique et nouveaux militants », n°3, mars-avril 1999
- Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Coll. Repères, 2000
- Offerlé Michel, *Les partis politiques*, PUF, Que sais-je ?, 1997 (3^{ème} ed.)
- Perrineau Pascal (dir.), *Le militantisme : déclin ou mutation ?*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994
- Suaud Charles, « Le mythe de la base », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, juin 1984, p 56-79
- Traïni Christophe, *L'engagement apolitique. Une étude comparative des cas français et italiens*, Thèse à Aix-Marseille III, 1998